

DÉPARTEMENT de la GIRONDE  
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX  
Commune de LORMONT

-----  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
-----

EXTRAIT  
du registre des délibérations du conseil municipal  
-----

**Séance ordinaire du VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le vendredi un octobre, à dix-huit heures,

Le conseil municipal de la commune de LORMONT, convoqué par le maire, s'est réuni à l'Espace Citoyen Génicart sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU

Présent·es :

Jean **TOUZEAU**, Philippe **QUERTINMONT**, Yasmina **BOULTAM**, Grégoric **FAUCON**, Jannick **MORA**, Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**, Josette **BELLOQ**, Jean-Noël **GOETZ**, Marielle **DESCOUBES SIBRAC**, Geoffrey **RUIZ**, Sylvie **JUQUIN**, Jean-Claude **FEUGAS**, Vincent **COSTE**, Keziban **YILDIZ**, Eric **LEROY**, Karima **TAJRI**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Olivier **MARTIN**, Valdemar **CAMARINHA FÉLIX**, Maud **LEBLOIS**, Céline **BOUTE**, Nicolas **LE BIGOT**, Levent **OZKAN**, Julie **RECHAGNEUX**, Serge **BLÜGE**, Stéphanie **HARTUNG**, Mónica **CASANOVA**.

Absent·es excusé·es ayant donné procuration :

Maférima **DIAGNE** (procuration Josette **BELLOQ**), Claude **DAMBRINE** (procuration Philippe **QUERTINMONT**), Tayeb **BARAS** (procuration Jannick **MORA** ), Marie-José **SALLABER** (Procuration Sylvie **JUQUIN**), Marouane **ACHRIT** (procuration Stéphane **PERES DIT PEREY**), Gemma **DUFFAU** (procuration Geoffrey **RUIZ**).

Absent :

Richard **UNREIN**, Mathieu **BORDENAVE**

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 27

Nombre de votants : 33

N° 2021/10.01/09

**POLE VILLE INCLUSIVE – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
FRICHES COMMERCIALES : INSTAURATION DE LA TAXE**

Monsieur Nicolas LE BIGOT est désigné en qualité de secrétaire de séance.

**Grégoric FAUCON, adjoint à l'économie et aux solidarités explique aux membres de l'assemblée délibérante que :**

Dans le triple objectif de :

- lutter contre le phénomène de rétention foncière délibérée
- permettre la remise sur le marché de locaux vacants
- maîtriser les loyers devenus trop élevés dans certaines zones commerciales

Il est proposé d'instaurer sur la commune la taxe sur les friches commerciales, telle que prévue dans les conditions de l'article 1530 du Code Général des Impôts.

Cet article prévoit que la taxe est due pour les locaux qui ne sont plus affectés à une activité entrant dans le champ de la Cotisation Foncière des Entreprises depuis au moins 2 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, et qui sont restés inoccupés sur cette période.

La Ville doit communiquer chaque année aux Services fiscaux avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année qui précède l'année d'imposition la liste des locaux susceptibles d'être concernés par la taxe (sur la base de fichiers annuels de locaux vacants transmis par les Services fiscaux).

Le montant de la taxe correspond à un taux appliqué sur la valeur locative du local servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Le taux légal est fixé à 10% la première année d'imposition, 15% la deuxième, 20% la troisième ; il peut être majoré du double selon la volonté de la commune. Il est proposé d'appliquer cette majoration, conduisant ainsi aux taux de 20% la première année, 30% la deuxième, 40% la troisième.

Attention néanmoins, la taxe n'est pas due si le propriétaire démontre que l'absence d'exploitation du local est indépendante de sa volonté.

Ce dossier a été examiné par la commission ville inclusive le 20 septembre 2021

**Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :**

**La Ville de Lormont**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales

**Vu** l'article 1530 du Code Général des Impôts

**Considérant** la volonté de la commune d'assurer un dynamisme économique sur son territoire en luttant contre les friches commerciales

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

**Article 1**

d'instituer la taxe sur les friches commerciales

**Article 2**

d'appliquer le taux légal majoré de 20 % la première année, 30 % la deuxième année, et 40 % à compter de la troisième année

**Article 3**

Précise que la commune doit communiquer chaque année à l'administration fiscale la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe, avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année qui précède l'année d'imposition

**Article 4**

Autorise le Maire à notifier cette décision aux services préfectoraux et à communiquer chaque année à l'administration fiscale, avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

**VOTE :**

**POUR :**

- 29 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,
- 2 – Groupe « Lormont, Ville Française »,
- 1 - Groupe « Naturellement Lormont »,
- 1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

*Le maire, Jean TOUZEAU :*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*

*\* informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

FAIT A LORMONT, le 4 octobre 2021

pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

**Le maire,**

**Jean TOUZEAU**